

Les effets de la transition démographique sur l'acquisition du bien éducatif au Maroc

Présentation de Thomas Dubois

Allocataire de recherche INED (Institut National d'Etudes Démographiques)

Doctorant EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales)

thomas.dubois@ined.fr

XXVIème Congrès International de la population

Marrakech 2009

Séance 5 -poster 48

Introduction

En matière de fécondité, on sait que le passage d'un régime ancien vers un régime moderne de fécondité basse, implique un changement du rôle au sein du milieu familial (Caldwell). Au Maroc, la transition démographique s'est effectuée concomitamment à la construction de l'Etat Nation, au développement de la scolarisation, à l'intensification des migrations vers l'Europe. D'une manière générale, celle-ci s'est fondue dans les transitions économiques, politiques, urbaines, scolaires et migratoires. L'ensemble de ces transformations sont appréhendées par la théorie de la transition démographique comme des facteurs de modernisation (Landry). Néanmoins, on sait aujourd'hui que la modernité n'est pas un processus linéaire mais qu'il résulte principalement d'une adaptation des structures familiales au contexte.

L'investissement éducatif est une charge lourde pour les parents car elle traduit une volonté d'insertion dans les secteurs modernes de l'économie. Alors, qu'une grande partie des générations récentes de marocains scolarisés atteindront le premier niveau du secondaire (scolarité obligatoire jusqu'à 15 ans), l'accès au niveau supérieur est très limité: les taux bruts de scolarisation en sont en 2005 dans le secondaire supérieur de 31 % et dans le supérieur de 11 %.

Au Maroc, la transition démographique s'est effectuée parallèlement à la modernisation des structures économiques. L'aspect inédit de la transition marocaine est qu'elle se soit produite si rapidement créant ainsi des ruptures brutales entre les générations. La fécondité a diminué globalement au Maroc. Les transformations des comportements reproductifs se sont inévitablement accompagné d'une recomposition des structures familiales. La modernisation économique avec le développement de l'activité industrielle et tertiaire s'est principalement produite dans les villes, alimentant ainsi un exode rural important. Il a aussi permis une hausse de l'activité des femmes. L'ensemble de ces facteurs (mode de vie urbain, salariat, etc.) modifie les perceptions familiales au sein desquelles l'enfant ne peut plus être perçu comme générateur de ressources mais comme une source de dépenses, il participe moins à la production et génère de la consommation. On suppose alors que l'investissement éducatif s'effectue de manière différenciée selon la configuration familiale et la nature de l'activité.

Carte 1: Moyenne du niveau d'éducation atteint par régions.

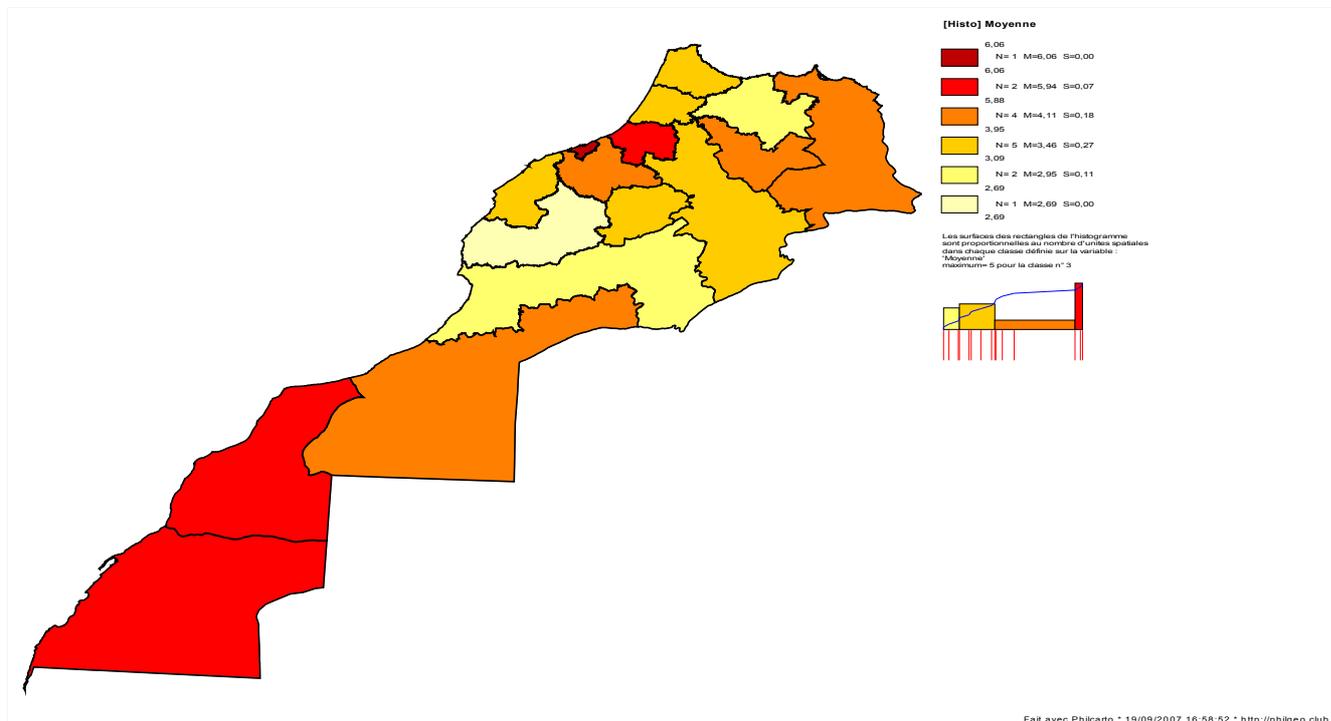


Tableau 1 : Moyenne du niveau d'éducation atteint par régions.

Region	Moyenne
Guelmim-Es-smara	4.1
Souss-Massa-Draa	3.1
Gharb-Chrarda-Bni Hssen	3.4
Chaouia-Ouardigha	3.9
Marrakech-Tensift-Al Haouz	2.7
Oriental	4.0
Grand-Casablanca	6.1
Rabat-Sale-Zemmour-Zaer	6.0
Doukkala-Abda	3.1
Tadla-Azilal	3.3
Meknes-Tafilalet	3.9
Fes-Boulemane	4.4
Taza-Al Hoceima-Taounate	2.8
Tanger-Tetouan	3.6

1. Données

Le projet « Measure Demographic and Health Survey » fournit depuis 1984 une assistance technique pour la réalisation d'enquêtes standards dans plus de 75 pays en développement. Il est financé principalement par l'agence américaine pour le développement international (USAID). Les enquêtes sont nationalement représentatives et visent principalement à la construction d'indicateurs de santé : taux de prévalence malaria, HIV, etc. Trois vagues d'enquêtes standards DHS ou EPSF (enquête sur la population et la Santé Familiale) ont été effectuées au Maroc en 1987, 1992 et en

2003. L'analyse porte sur la dernière vague d'enquête de 2003, dont la collecte a été effectuée d'octobre 2003 à février 2004. Elle porte sur 11513 ménages dont 16798 femmes de 15 à 49 ans. Le taux de réponse était de 99 % pour l'ensemble de la population sondée dont 96 % pour ces femmes.

Pour l'analyse des déterminants de l'investissement éducatif (niveau d'éducation et fréquentation scolaire), nous avons opéré autour de 65 variables comprenant les données de références du ménage (géographique et stratification sondage), les informations sur la composition du ménage dont les niveaux d'éducation et la fréquentation scolaire, les éléments contextuels comme l'activité des membres du ménage, l'équipement de la résidence.

A partir d'une régression logistique, nous mesurons la propension à l'abandon scolaire au sein d'un sous-échantillon de jeunes de 5 à 24 ans.

2. Le développement de la scolarisation

Au Maroc, le processus de scolarisation ne s'est véritablement engagé qu'à partir de l'Indépendance en 1956. Le legs colonial en matière de scolarisation était très faible et imposait le développement rapide d'un système éducatif national. La pression démographique s'était accentuée avec les premières phases de transition qui s'était amorcée à partir des années 1930. La natalité a connu une croissance très forte dans les années 1950 à 1970 et ne commençait à décliner que dans les années 1980. Alors que les naissances atteignaient en moyenne les 480 000 nouveau-nés par an dans les années 1950, le recrutement annuel dans le primaire n'était que d'environ 25 000 élèves. Malgré les avancées en termes de scolarisation, l'analphabétisme progressait sous le joug de la démographie marocaine. A la création du Ministère de l'Education Nationale en 1956, le nombre d'élèves inscrits étaient de 318 995 dans le primaire, 10496 dans le secondaire et de 3792 dans le supérieur (source : Haut Commissariat au Plan). Le Maroc réalisa son premier plan qui prévoyait un investissement important dans l'éducation à hauteur de 20% du budget de l'Etat. Cette décennie est celle où le Maroc a connu le plus fort accroissement de ses effectifs dans le primaire (131 pour mille par an entre 1956 et 1966). Il fallut attendre la décennie suivante pour voir émerger les flux de scolarisés dans le secondaire (357 pour mille par an entre 1966 et 1975) malgré la remise en cause de la généralisation par le plan triennal de récession (1965-1967) ou par la politique dite des « barrages successifs ». Dans l'enseignement supérieur, le recrutement significatif d'étudiants ne s'est opéré qu'à partir de la construction des universités régionales dans les 1970 (d'abord 210 pour mille par an entre 1966 et 1975, puis 186 pour mille par an entre 1975 et 1980).

Tableau 2 : Niveau d'éducation atteint au sein des groupes d'âges et par sexe.

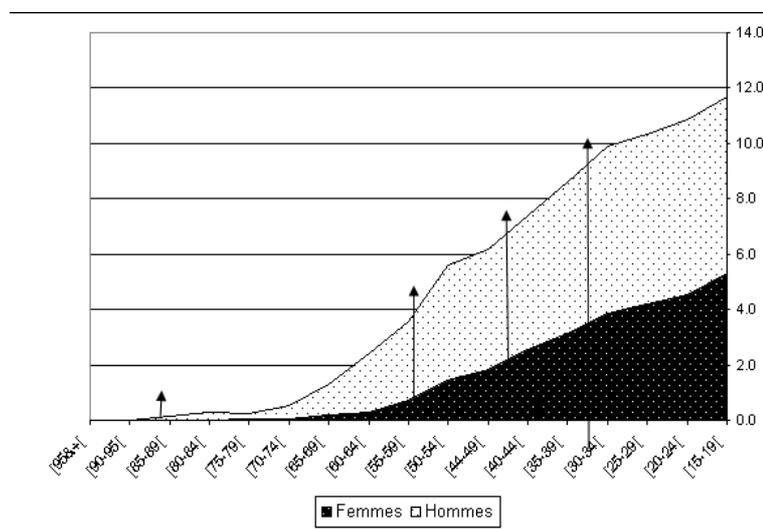
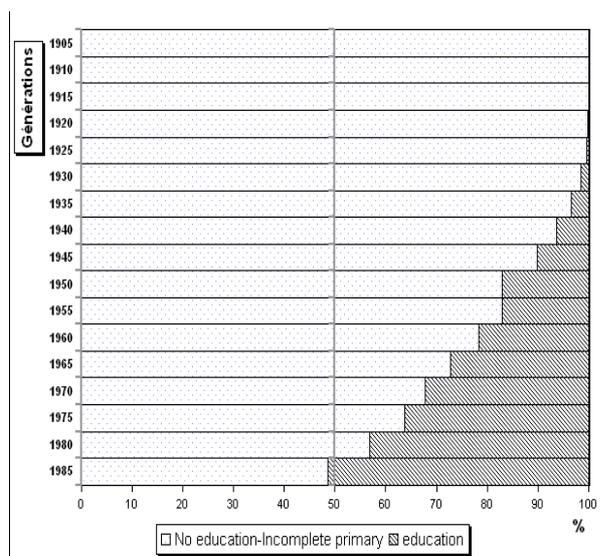


Tableau 3 :Proportion d'éduqués au sein des cohortes 1905-1909 à 1985-1989.



3. Niveau d'éducation atteint au sein de la population marocaine (plus de 15 ans)

Le niveau d'éducation atteint au Maroc (*éducation en années simples*), relié à la formation du capital humain, est resté relativement faible (**4 ans en moyenne, 5 ans d'écart-type**). Les principales disparités sont constatées en fonction du milieu d'habitat, du sexe, du niveau de vie ($p < 0.0001$). Au seuil de 50 % de la population de plus de 15 ans, le niveau d'éducation est de 0 an. Un tel niveau signifie que la moitié de la population du Maroc de 2002 n'a jamais fréquenté l'école. Il varie de 0 an dans la région de Marrakech, à 5 ans dans la région de Casablanca ou de Rabat. Les régions dont la majorité de la population n'a jamais fréquenté l'école, n'ont pas dépassé le seuil de 50 % de population urbaine.

Tableau 3 : Moyenne du niveau d'éducation atteint par sexe, milieu, zone d'habitat, niveau de vie.

Sex of household member	<i>Moyenne</i>
<i>Male</i>	4.9
<i>Female</i>	3.1
 Type of place of residence	<i>Moyenne</i>
<i>Urban</i>	5.5
<i>Rural</i>	1.7
Place of residence	<i>Moyenne</i>
<i>Rabat, Casablanca</i>	6.5
<i>Small city</i>	5.1
<i>Town</i>	4.7
<i>Countryside</i>	1.7
Wealth index	<i>Moyenne</i>
<i>Poorest</i>	1.1
<i>Poorer</i>	1.9
<i>Middle</i>	3.3
<i>Richer</i>	5.1
<i>Richest</i>	7.6

4. La fréquentation scolaire des jeunes marocains (5- 24 ans)

D'une manière générale, les quatre objectifs qui étaient fixés par la réforme de 1957 ont fait l'objet de révisions, en fonction des nécessités de l'Etat et de sa modernisation. Les gouvernements ont poursuivi les plans de scolarisation amorcés depuis la fin de la seconde guerre mondiale néanmoins, le principe de l'obligation scolaire instauré par le Dahir de 1963 demeure fictif comme le montre la forte abandon scolaire des 5-14 ans. Par ailleurs, l'expansion de la scolarisation s'est heurtée dans les zones rurales à la dispersion de l'habitat et au manque d'infrastructures économiques nécessaires à l'école. Les efforts financiers ont été conséquents (3 % du PIB en moyenne jusque dans les années 1970) et renforcés au cours des dernières décennies (5 à 6 % du PIB depuis les années 1980). La part du budget de l'Etat consacrée à l'éducation a quasiment doublé entre 1960 et 2004, passant de 16 à 28 %.

L'abandon scolaire concerne encore 9 % des 5-9 ans. Il passe à 23 % pour les 10-14 ans et 62% pour les 15-19 ans, i.e. pour les élèves du secondaire. C'est précisément à ce niveau scolaire que se situe le problème du système éducatif marocain puisqu'il concentre 55 % de l'abandon. Chez les 20-24 ans, les trois-quarts ont arrêté leurs études (40 % sont sans éducation, 24 % ont le niveau primaire, 28% ont un niveau secondaire).

La principale raison d'abandon chez les 10-14 ans sont un rejet pour les études exprimé par l'étudiant (« *does not like* »,46%), puis le coût associé à la scolarisation (« *cost too much* »,14%), le manque de service éducatif –école ou transport- (« *no service* »,12%),un rejet pour les études exprimé par la famille (« *family against education* »,7%), enfin le travail (« *to work* », 6%). Avec l'avancement dans la scolarisation et l'âge, l'abandon pour cause de rejet exprimé par l'étudiant, décroît. Celui pour cause d'échec scolaire augmente très nettement (« *failed,drop out* »,14% chez les 15-19 ans ; 19 % chez les 20-24 ans), ainsi que l'abandon pour le travail (7% ;11%)ou en raison du mariage (2% ;5%).

Tableau 4 : Abandon scolaire par groupes d'âges, par niveau scolaire atteint.

Age	Member attended school	Educational attainment				Total %
		No education	Incomplete primary	Incomplete secondary	Complete secondary	
[5-9]	<i>No</i>	7	2	-	-	9
	<i>Currently attending</i>	0	91	-	-	91
[10-14]	<i>No</i>	9	12	1	1	23
	<i>Currently attending</i>	0	56	3	18	77
[15-19]	<i>No</i>	23	22	4	13	62
	<i>Currently attending</i>	0	3	1	32	38
[20-24]	<i>No</i>	35	20	3	23	84
	<i>Currently attending</i>	0	2	0	6	16

Tableau 4 : Abandon scolaire par groupes d'âges, par cause d'abandon.

Reason dropped out of school	Age of household members				Total
	[5-9]	[10-14]	[15-19]	[20-24]	
<i>To work</i>	0.0	0.9	2.9	5.0	9
<i>Health reasons</i>	0.0	0.6	0.8	1.3	3
<i>Failed, drop out</i>	0.1	1.3	5.5	8.4	15
<i>Does not like school</i>	0.5	6.7	17.3	16.3	41
<i>No service, too far</i>	0.1	1.8	4.9	3.9	11
<i>Cost too much</i>	0.2	2.2	5.0	4.5	12
<i>Family against education</i>	0.0	1.0	2.3	1.5	5
<i>Marriage reasons</i>	0.0	0.1	0.7	2.1	3
<i>Finished school</i>	0.0	0.0	0.0	0.9	1
<i>Other</i>	0.0	0.2	0.4	0.6	1
<i>Total</i>	1.1	14.6	39.8	44.5	100

5. Les facteurs de l'acquisition scolaire (5- 24 ans)

La régression logistique mesure la propension d'acquisition d'un niveau éducatif (au moins égal au primaire achevé) chez les jeunes de 5-24 ans. La significativité des variables d'équipements comme la possession d'un moyen de transport est faible. Plus des trois-quarts des ménages marocains sont pourvus d'un moyen de locomotion, d'un logement, d'électricité. Comme nous l'avons vu précédemment, l'investissement dans les structures éducatives a été important tenant compte de la dispersion de l'habitat. Si ces effets sont ressenties dans l'abandon, ils ne représentent plus l'idéal-type de l'abandon scolaire. L'effet du milieu d'habitat est relativement faible, comme celui de la taille du ménage. En revanche le niveau de vie du ménage et le niveau d'éducation du chef de ménage ont des effets importants. En terme d'odds ratio (rapport de cote), les jeunes appartenant au ménages les plus riches ont 8 fois plus de chances de parvenir compléter le niveau primaire que les jeunes issus des ménages les plus pauvres.

Tableau 5 : Régression logistique de l'acquisition d'un niveau d'éducation au moins égal au primaire.

Parameter	Reference		Coeff.	Pr > Khi 2
Intercept			-2.55	<.0001
Type of place of Residence	Rural	<i>Urban</i>	0.11	0.06
Sex of the Household member	Female	<i>Male</i>	0.34	<.0001
Wealth index	Poorest	<i>Middle</i>	1.24	<.0001
		<i>Poorer</i>	0.62	<.0001
		<i>Richer</i>	1.82	<.0001
		<i>Richest</i>	2.08	<.0001
Region	Marrakech	<i>Chaouia-Quardigha</i>	0.37	<.0001
		<i>Doukkala-Abda</i>	0.24	0.01
		<i>Fes-Boulemane</i>	0.21	0.02
		<i>Gharb-Chrarda-Bni Hssen</i>	0.15	0.10
		<i>Grand-Casablanca</i>	0.3	<.0001
		<i>Guelmim-Es-smara</i>	0.02	0.89
		<i>Meknes-Tafilalet</i>	0.33	<.0001
		<i>Oriental</i>	0.19	0.03
		<i>Rabat-Sale-Zemmour-Zaer</i>	0.43	<.0001
		<i>Souss-Massa-Draa</i>	0.12	0.11
		<i>Tadla-Azilal</i>	0.03	0.75
		<i>Tanger-Tetouan</i>	0.05	0.55
		<i>Targ-Al Hooelma-Taounate</i>	0.26	0.00
Profession of Head of Household	Farmers	<i>Intermediate prof. & employees</i>	0.29	<.0001
		<i>Others & DK</i>	0.39	0.03
		<i>Suppositions, Intellectual & commercial prof.</i>	0.14	0.02
		<i>Workers</i>	0.01	0.93
Relationship to head	Son or Daughter	<i>Brother/sister</i>	0.03	0.78
		<i>Grandchild</i>	-0.58	<.0001
		<i>Head</i>	-0.13	0.50
		<i>Other</i>	-0.32	<.0001
		<i>Son/daughter-in-law</i>	-0.39	0.00
		<i>Wife or husband</i>	-0.25	0.01
		<i>big</i>	0.19	0.00
		<i>small</i>	-0.02	0.76
Education of Head of Household	No education	<i>Complete primary</i>	0.81	0.15
		<i>Complete secondary</i>	0.25	0.01
		<i>Higher</i>	0.16	0.06
		<i>Incomplete primary</i>	0.04	0.38
		<i>Incomplete secondary</i>	0.3	<.0001

6. Conclusion

Les analyses traduisent un dépassement des disparités liées à la transition scolaire et démographique qui caractérisaient l'acquisition du bien éducatif jusque dans la fin des années 1980 au Maroc. La modernisation économique est le facteur qui favorise l'investissement dans l'éducation. Son modèle se situe autour des régions les plus urbanisées, des professions intermédiaires et des employés, des ménages nucléaires de taille plutôt restreinte.

